

LES GUEULES CASSÉES

L'ESSENTIEL DE L'INFO

(nous citons les sources d'informations lorsque les articles ne sont pas rédigés par nos soins)

Sommaire

Pour aller sur l'article, cliquez sur le titre !

Page 1
[5^e journée des Phénix : la résilience des gendarmes blessés à l'honneur](#)

Page 2
[Mesures nominatives](#)

Page 3
[Le ministère des Armées teste le recrutement dans le Métavers pour les métiers « en tension »](#)

[Circulaire ministérielle concernant le port du Bleu de France lors des commémorations](#)

Page 5
[L'armée de Terre va créer un bataillon de « réservistes du renseignement »](#)

[L'armée de Terre a créé un nouveau galon à quatre chevrons pour les « sergents-chefs BM2 »](#)

Page 6
[Une agence pour aider les militaires de retour dans le civil](#)

NEWSLETTER UBFT
20 RUE D'AGUESSEAU
75008 PARIS

Directeur de la publication :
Patrick Remm

Rédacteur en chef :
Olivier Roussel

conception/ réalisation :
Anne Doutremépuich

Camille Lefeuvre

Contact :
adoutremepuich@gueules-cassees.asso.fr
communication@gueules-cassees.asso.fr

5^e journée des Phénix : la résilience des gendarmes blessés à l'honneur



Le président, Patrick Remm était présent à la 5^e journée nationale de reconstruction par le sport des gendarmes blessés, plus communément appelée « journée des Phénix », qui s'est tenue le mardi 7 novembre 2023, à la Direction générale de la gendarmerie nationale (DGGN). 63 gendarmes ayant participé à un stage RBS (Reconstruction des Blessés par le Sport) au cours de l'année ont été réunis, avec leurs encadrants, par la Sous-direction de l'accompagnement du personnel (SDAP), pour leur témoigner la reconnaissance et d'admiration de l'Institution pour leur courage et leur résilience.

Plus de 7 500 gendarmes sont blessés en service chaque année, dont 4 000 lors d'une mission opérationnelle. Et sur ces 4 000 blessés en mission, 3 000 d'entre-eux le sont lors d'une agression. Ces chiffres élevés traduisent l'engagement et les risques pris, au quotidien, parfois au péril de son intégrité physique ou de sa vie, pour toujours répondre présent et protéger, défendre, intervenir et secourir la population.

Organisée chaque année à l'automne, la journée nationale de reconstruction par le sport des gendarmes blessés est avant tout une journée de cohésion et de mise à l'honneur des Phénix par l'équipe de direction de la gendarmerie nationale, en présence de nombreux représentants des autres armées et des partenaires qui soutiennent l'organisation des stages et des événements solidaires autour du sport, au profit des blessés.

Un axe majeur de la politique d'accompagnement :

Après une matinée sportive pour une séance de Kin-Ball et un échange avec le général d'armée Christian Rodriguez, Directeur général de la gendarmerie nationale (DGGN), les Phénix se sont retrouvés en amphi Moncey pour assister à des tables rondes et des présentations sur l'actualité et les évolutions de la RBS en gendarmerie, pour mettre en avant des témoignages, notamment de blessés et de conjoints, pour valoriser des défis sportifs réalisés en 2023 et pour soutenir la nouvelle association des « Phénix de la gendarmerie ».

Dans son discours d'ouverture, le général de corps d'armée Bruno Arviset, Directeur des ressources humaines de la gendarmerie nationale (DRHGN), a souligné que le soutien aux militaires blessés et à leurs familles, à travers la reconstruction des blessés par le sport, était un axe majeur de la politique d'accompagnement que conduit la gendarmerie, et constitue « une protection et une assurance face aux risques de blessures physiques et psychiques auxquels sont exposés les gendarmes dans leur engagement quotidien ».

source : <https://www.gendarmerie.interieur.gouv.fr/gendinfo/actualites/2023/5e-journee-des-phenix-la-resilience-des-gendarmes-blesses-a-l-honneur>

Mesures nominatives

Décret du 15 novembre 2023 portant nomination de la directrice générale de l'Office national des combattants et des victimes de guerre : Mme Marie-Christine VERDIER-JOUCLAS.

Marie-Christine Verdier-Jouclas, 58 ans, ancienne députée "La République en marche" de la deuxième circonscription du Tarn, a été nommée au conseil des ministres du mercredi 15 novembre 2023, directrice générale de l'Office national des combattants et victimes de guerre (ONACVG). Elle succèdera le vendredi 24 novembre 2023 à Véronique Peaucelle-Delelis, haut fonctionnaire au ministère des armées qui occupait cette fonction depuis le mois d'août 2019. Cette ex directrice d'agence bancaire a été porte-parole du groupe parlementaire à l'Assemblée nationale. Candidate à sa réélection lors des législatives de 2022, elle avait été battue lors d'une triangulaire au second tour par Karen Erodi, de la "Nupes".



Elle prendra ses fonctions le 24 novembre, à Paris, au siège des Invalides. Cette macroniste de la première heure a été élue député de la deuxième circonscription du Tarn en 2017. Battue en 2022, elle était retournée dans le privé en prenant la direction de L'Atelier Cuir, entreprise parisienne qui s'est implantée depuis un an à Graulhet. « Je suis heureuse et fière de rejoindre ce bel établissement public. C'est un beau challenge à relever », a réagi l'ancienne députée. Cet organisme qui compte 800 salariés a trois missions principales : la reconnaissance et la réparation, la solidarité, et la mémoire. Il a pour objectif de préserver les intérêts matériels et moraux des anciens combattants, invalides et blessés de guerre, veuves de guerre, pupilles de la Nation, victimes de guerre, et plus récemment, d'actes de terrorisme.



<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000048401303>

Le ministère des Armées teste le recrutement dans le Métavers pour les métiers « en tension »

En avril dernier, le chef d'état-major de l'armée de Terre [CEMAT], le général Pierre Schill, avait dévoilé les grandes lignes d'un nouveau plan de transformation en soulignant qu'il fallait se mettre en ordre de bataille pour vaincre du coin de la rue jusqu'au Métavers, pour protéger la France et les Français.

Pour rappel, le Métavers est un espace virtuel collectif et partagé en 3D. Et de nombreuses publications ont soutenu qu'il serait le « futur » d'Internet, au point que la « Red Team » de l'Agence de l'innovation de défense [AID] a imaginé qu'il pourrait être un potentiel champ de confrontation. Mais on n'en est pas encore là...

En tout cas, pour le moment, le ministère des Armées estime que le Métavers pourrait être un moyen pour recruter plus facilement pour ses spécialités « en tension », en particulier ceux liés au numérique. En effet, le 30 octobre, il a fait savoir qu'il venait de lancer un « espace virtuel en ligne sur la plateforme Dacentraland pour une durée de trois mois ».

Et d'expliquer qu'il s'agit d'une « expérimentation dans le Métavers » ayant pour objectif de « faire découvrir aux 18-35 ans l'univers des Armées, ses dispositifs en faveur de la jeunesse et certains métiers », les participants pouvant être orientés vers les offres d'emplois qu'il propose.

« L'expérience consiste en un parcours du combattant reliant trois zones : jeunesse, culture et recrutement. Au sein de chacune d'elle, le joueur découvre des informations et des vidéos, avant d'être invité à répondre à un 'quiz' dans le but d'obtenir des gains virtuels », détaille le ministère.

Cette initiative a été « portée » par la Délégation à la transformation et à la performance ministérielles [DTPM], avec le soutien de l'AID.

Cette expérimentation donnera-t-elle des résultats ? Les espoirs qui ont été mis dans le développement du Métavers [Facebook s'est mué en « Meta » pour cette raison, ndlr] ne sont plus aussi vifs qu'ils ne l'étaient il y a encore quelques mois, c'est à dire avant l'apparition du phénomène « Chat GPT » et de l'intelligence artificielle générative. D'ailleurs, celle-ci est désormais la priorité de beaucoup d'acteurs du numérique...

Par ailleurs, en 2007, la Marine nationale avait lancé une initiative similaire, avec Second Life, un « monde virtuel » qui préfigurait déjà le Métavers. L'objectif était alors de favoriser la prise de contact avec des jeunes gens « curieux » et à l'aise avec ce que l'on appelait à l'époque les « nouvelles technologies de l'information ». Mais, a priori, il n'y eut pas de suite.

source : <https://www.opex360.com/2023/10/31/le-ministere-des-armees-teste-le-recrutement-dans-le-metavers-pour-les-metiers-en-tension/>

Circulaire ministérielle concernant le port du Bleuet de France lors des commémorations

Un courrier de madame la secrétaire d'État chargée des Anciens combattants et de la Mémoire, Patricia Mirallès, porté sur la circulaire relative au port du Bleuet de France lors des cérémonies officielles a été diffusé (lettre page 4 de notre newsletter) .



"Mesdames et Messieurs les préfets
Messieurs les hauts-commissaires,

Circulaire relative au port du Bleuets de France lors des cérémonies officielles

Malgré son siècle d'existence, le Bleuets souffre d'une relative méconnaissance au sein de la population française. Il réapparaît de manière sporadique dans les communications publiques et politiques autour du 11 novembre, pour en disparaître aussi rapidement, peinant à être identifié comme un emblème significatif et de rassemblement.

Cette méconnaissance est également un facteur handicapant pour augmenter la capacité du Bleuets de France à lever des fonds au profit de « ceux qui restent », militaires blessés, victimes d'attentat, familles endeuillées. En effet, les collectes organisées au moment des commémorations sont structurellement insuffisantes mais l'absence de familiarité de la population avec le Bleuets les limite plus encore. Il en est de même pour les grandes entreprises, qui ne connaissent pas suffisamment le Bleuets.

J'ai donc entrepris de donner une nouvelle impulsion à l'œuvre du Bleuets de France, dont la vocation de soutien social des anciens combattants, veuves de guerre, pupilles de la Nation, soldats blessés en opérations et victimes du terrorisme demeure d'une grande actualité. Si le Bleuets bénéficie d'un réel crédit, il souffre d'un déficit de notoriété, notamment parce qu'il n'y a pas de réelle doctrine de port de l'insigne.

Dans ce contexte, le président de la République a validé une doctrine de port du Bleuets de France qu'il vous appartient dorénavant de mettre en œuvre lors des cérémonies placées sous votre présidence ou celle de vos collaborateurs.

Elle répond à un double impératif de simplicité et d'uniformité.

Les autorités publiques civiles et militaires sont dorénavant invitées à porter le Bleuets de France, sur leurs tenues de ville ou sur leurs uniformes, à deux moments de l'année; associés à la mémoire des deux guerres mondiales :

- Du début du mois de mai au 8 mai, jour de la Victoire de 1945 ;
- Du début du mois de novembre au 11 novembre, jour de l'Armistice de 1918.

En outre, les autorités publiques pourront le porter lors de leur participation aux cérémonies du 11 mars et de la Fête nationale.

Tous les militaires participant ou assistant aux cérémonies organisées à ces dates devront également porter le Bleuets. Une instruction du chef d'état-major des armées en ce sens sera adressée aux délégués militaires départementaux. Le directeur général de la gendarmerie nationale adressera une instruction identique aux militaires placés sous son autorité. Il pourra dès lors vous paraître opportun de veiller progressivement à ce que les membres des forces de sécurité intérieure ou sapeurs-pompiers qui participeraient à ces cérémonies portent également un Bleuets.

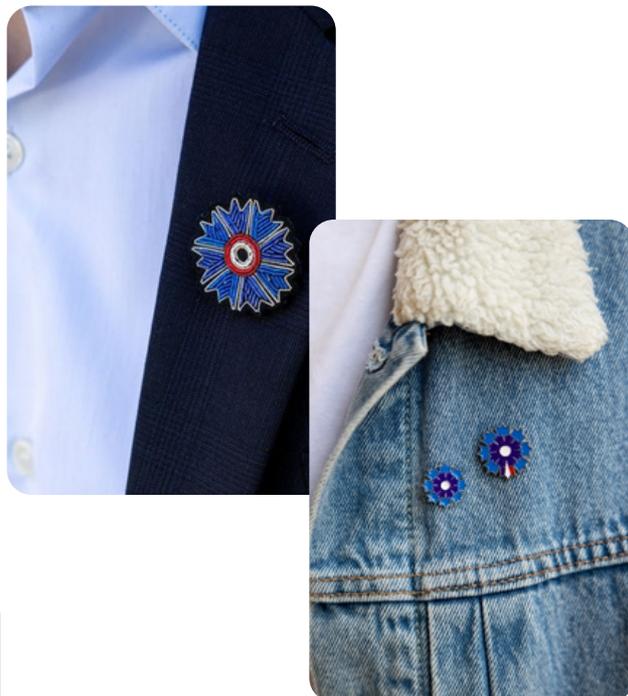
Je vous invite à relayer cette doctrine de port du Bleuets auprès des maires et des autres élus qui président des cérémonies ou y participent, ainsi qu'aux diverses autorités appelées à y participer en application des dispositions du décret n°89-655 du 13 septembre 1989 relatif aux cérémonies publiques, préséances, honneurs civils et militaires.

Vous veillerez personnellement, par l'exemple que vous donnerez du port du Bleuets aux périodes prescrites, à ancrer cet emblème dans nos traditions. Le choix du modèle que vous porterez est laissé à votre appréciation personnelle.

Le directeur du service de l'office national des combattants et des victimes de guerre de votre département pourra également vous apporter son appui.

Je vous invite à saisir mon cabinet de toute difficulté ou question que cette doctrine ferait apparaître."

Patricia Mirallès - Secrétaire d'Etat auprès du ministre des Armées



L'armée de Terre va créer un bataillon de « réservistes du renseignement »

Pour l'armée de Terre, cela se traduira par la nécessité de porter le nombre de ses réservistes à environ 50 000 [contre 24'000 actuellement]. Ce qui lui permettra, dans le cadre de son programme « Terre de réserves », de développer une « réserve de compétences », une « réserve territoriale » et une « réserve de combat ».

Pour le moment, le 24e Régiment d'Infanterie [RI], établi à Vincennes, est le seul de l'armée de Terre à ne compter que des réservistes dans ses rangs [hormis une vingtaine de militaires d'active pour l'encadrement]. En 2024, il est question de le placer sous les ordres du Gouverneur militaire de Paris. Selon le général Schill, cette mesure marquera le début d'une « territorialisation plus importante à l'avenir » de la réserve, d'autres régiments étant susceptibles d'être créés sur le modèle du 24e RI dans d'autres villes, avec la mission de « contribuer à la sécurité générale ».

Si elle a été obligée de prendre des mesures pour relancer son recrutement, qui a connu un creux en 2023, avec 2000 à 2500 postes non pourvus, l'armée de Terre n'a visiblement pas d'inquiétude sur sa capacité à trouver pas moins de 2000 réservistes supplémentaires en 2024. En tout cas, c'est l'impression donnée par le général Schill, son chef d'état-major [CEMAT], lors d'une audition à l'Assemblée nationale, le 11 octobre.

Pour rappel, la Loi de programmation militaire [LPM] 2024-30 prévoit de doubler le format de la réserve opérationnelle, avec l'objectif de disposer de 105 000 réservistes à l'horizon 2035, ce qui donnera un ratio d'un réserviste opérationnel pour deux militaires d'active.

Dans le même temps, a indiqué le CEMAT, il s'agira aussi d'expérimenter « l'implication beaucoup plus étroite des réservistes » dans les régiments. L'idée, a-t-il développé ensuite, est d'insérer des réservistes dans les escadrons ou les compagnies de ces unités d'active.

Quant aux 2000 réservistes que l'armée de Terre s'attend à recruter en 2024, ils seront, pour la plupart, répartis au sein de six bataillons, créés « en réorganisant et en densifiant les unités de réserve que nous avons déjà dans nos six brigades interarmes », a précisé le général Schill. Et il en sera fait de même en 2025, avec, cette fois, les brigades d'appui.

[source : https://www.opex360.com/2023/10/12/larmee-de-terre-va-creer-un-bataillon-de-reservistes-du-renseignement/](https://www.opex360.com/2023/10/12/larmee-de-terre-va-creer-un-bataillon-de-reservistes-du-renseignement/)

L'armée de Terre a créé un nouveau galon à quatre chevrons pour les « sergents-chefs BM2 »

Le nouveau grade de sergent-chef BM2 a fait son apparition dans les unités de l'armée de Terre. Reconnaissable avec ses 4 chevrons, ce nouveau galon permet de différencier les sergents-chefs titulaires du brevet militaire de niveau 2 (BM2)

Afin de répondre à des « besoins croissants en technicité » générés par le programme SCORPION ainsi qu'à la perspective d'un engagement de « haute intensité », l'armée de Terre a récemment revu le parcours qu'elle proposait jusqu'alors à ses sous-officiers.

Ainsi, cette réforme s'est notamment traduite par le remplacement du Brevet supérieur de technicien de l'armée de Terre [BSTAT] par un « Brevet militaire de deuxième niveau » [BM2], qu'un sous-officier peut obtenir au bout de cinq ans de service [contre 7 à 10 ans pour le BSTAT, ndlr].

« Un sergent ne peut plus attendre sept ans pour être formé au niveau auquel il est d'ores et déjà employé. C'est pourquoi le nouveau brevet militaire du 2e niveau [...] deviendra un passage imposé du cursus des sous-officiers de recrutement direct et semi-direct, dans leur cinquième année de service en tant que sous-officier. La réussite du BM2 entraînera dans l'année la promotion au grade de sergent-chef », avait alors expliqué la Direction



des ressources de l'armée de Terre [DRHAT], en décembre 2020.

L'une des conséquences de cette mesure est l'apparition d'un nouveau galon à quatre chevrons pour distinguer les sergents-chefs titulaires de l'ancien BSTAT ou qui viennent d'obtenir leur BM2.

Après avoir créé le galon de caporal-chef de première classe, l'armée de Terre se distingue par rapport à la Marine nationale et à l'armée de l'Air & de l'Espace, qui

comptent chacune dix grades pour leurs sous-officiers et militaires du rang... Mais elle se rapproche de plusieurs armées de l'Otan, à commencer par l'US Army et la British Army, dont l'équivalent pour « sergent-chef BM2 » est « Sergeant First Class » [code Otan : OR-7].

Parmi les autres armées de l'Otan, l'Esercito Italiano a aussi un tel grade, appelé « Sergente maggiore capo ». Justement, l'armée française avait institué le galon de « sergent-major » en 1776.

Puis il fut remplacé par celui de « sergent-chef » en 1928, avant de réapparaître entre 1942 et 1962 pour désigner le sous-officier responsable de la comptabilité de la compagnie.

Il a été définitivement supprimé en 1971. Sans doute serait-il opportun de le remettre au goût du jour pour ces « sergents-chefs BM2 »?

Quoi qu'il en soit, les premiers galons de « sergent-chef BM2 » ont été remis par le général Pierre Schill, le chef d'état-major de l'armée de Terre [CEMAT] à l'occasion d'une visite de commandement au 61e Régiment d'Artillerie [RA] de Chaumont, le 5 septembre.

source : <https://www.opex360.com/2022/09/12/larmee-de-terre-a-creer-un-nouveau-galon-a- quatre-chevrons-pour-les-sergents-chefs-bm2/>

Une agence pour aider les militaires de retour dans le civil

Cette année, 15 000 soldats, sous-officiers et officiers seront accompagnés dans leur parcours de reconversion.

Michel Gasparetto a été pendant trente ans militaire de carrière, démarrant comme simple soldat pour terminer au grade de capitaine. « Spécialiste de la logistique, j'aurais pu chercher un emploi civil, par exemple dans un groupe de transport, mais j'étais habité par une passion pour la cuisine », confie-t-il. Avec son épouse, il a ouvert un food truck nommé Cadillac Burger, il y a désormais huit ans. Le couple sillonne l'Eure-et-Loir et le Loiret pour proposer ses gammes de burgers « maison ». « Pour réussir ce projet, indique Michel Gasparetto, j'ai été accompagné pendant plus d'un an par l'agence Défense Mobilité qui dépend du ministère des Armées. Elle m'a permis de me rapprocher du Medef, d'être coaché par un dirigeant expérimenté et de bénéficier d'une formation initiale pour me préparer à devenir chef d'entreprise. »

Ces exemples de reconversion sont légion. Même le célèbre cuisinier Thierry Marx est passé par l'intermédiaire de Défense Mobilité pour orienter sa carrière, après son passage de plusieurs années au troisième RPIMA. « Quitter l'armée, c'est difficile, indique-t-il dans une vidéo publiée sur le site de Défense Mobilité. Il n'y a plus de hiérarchie pour vous soutenir, il faut donc garder la tête froide et avancer. » L'agence accompagne cette année 15 000 militaires. Son rôle ? Éviter que les militaires restent seuls pour leur retour dans le grand bain des activités civiles. « Ce sont des hommes du rang, des sous-officiers et des officiers qui bénéficient d'un parcours complet de reconversion professionnelle », explique Bénédicte Le Deley, directrice générale de Défense Mobilité.

Ses 650 collaborateurs orientent les candidats vers des formations idoines grâce à une approche personnalisée, les soutiennent dans la rédaction de leur CV et les mettent en relation avec des entreprises susceptibles de les embaucher. L'objectif est aussi de les « décomplexer » quant à leur cursus, qui présente une valeur importante à l'issue des quatre, dix, voire... vingt ans passés au service de la défense du pays.

« Le niveau global des militaires a beaucoup progressé, quasiment tous parlent anglais.

Et n'oublions pas que 20 % de leur temps de travail est consacré au suivi de formations », continue Bénédicte Le Deley. Les militaires peinent parfois à s'imaginer dans le civil... Mais le civil est très friand d'anciens militaires, à l'instar du groupe Keolis, chargé de transport public. « Ils respectant les horaires, sont disciplinés. Ce sont des candidats adaptés, notamment à nos métiers de chauffeurs ou de mécaniciens », indique Laurent Gerbet, directeur médias et e-réputation de Keolis. Chaque année depuis 2009, le groupe d'exploitation de réseaux de transport recrute une soixantaine de militaires comme Noémi. Précédemment caporal-chef dans l'armée, elle est désormais conductrice de tramway à Lyon. « J'y retrouve finalement, indique-t-elle, beaucoup de similitudes avec mon ancien travail au quotidien : la ponctualité, le respect de la tenue, l'application des procédures en cas d'incidents. »

Quatre-vingts agences situées dans les casernes et autres bases militaires de l'Hexagone et d'outre-mer permettent d'accompagner ces personnes. « Ces implantations locales facilitent les relations de proximité avec le personnel militaire prêt au départ », poursuit Bénédicte Le Deley. Elle souligne que les grands groupes comme Keolis ou le logisticien Stef sont loin d'être les seuls à recruter : 7 500 moyennes et petites entreprises embauchent régulièrement d'anciens militaires comme Jean-François, longtemps sous-officier dans l'armée de l'air et désormais responsable commercial dans une petite entreprise normande de vente de matériel d'hygiène.

Défense Mobilité a progressivement étendu ses services, à ceux qui doivent suivre une mutation. Le 21 novembre à Paris, l'agence participe au salon « Nouvelle vie professionnelle » organisé par AEF (éditeur de presse en ligne), afin d'y présenter les aides dédiées aux conjoints de ceux dont la vie sous les drapeaux passe par de fréquentes mutations. En 2023, 5 000 d'entre eux auront été soutenus pour trouver un emploi dans leur nouvelle ville de garnison.

source : [article de Stanislas du Guerny paru dans Le Journal du Dimanche le 19 novembre 2023](#)